

## Burundi : les médias dénoncent les "appels à la haine" de radio Rema FM

@rib News, 11/06/2010 â€“ Source AFPLes principaux reprÃ©sentants des mÃ©dias et des journalistes au Burundi se dÃ©clarent inquiÃ©tes des dÃ©rives d'une radio proche du pouvoir, Rema FM, accusÃ©e de "promouvoir la haine", et que l'ONU a mise en garde contre "toute incitation Ã la violence". Dans un courrier au Conseil national de communication (CNC, organe de rÃ©gulation des mÃ©dias) ces organisations professionnelles "protestent contre le silence" de cette institution face "Ã la manipulation de l'information, Ã la promotion de la haine et Ã la stigmatisation de certaines personnalitÃ©s politiques" auxquelles se livre Rema FM.

Les cas de "citoyens dont les noms sont dÃ©clinÃ©s (Ã l'antenne de Rema FM) comme des personnes ayant entrepris de dÃ©stabiliser le pays", sont citÃ©s dans la lettre "Ce n'est pas la premiÃ¨re fois que nous nous adressons Ã vous pour exprimer nos inquiÃ©tudes face au caractÃ¨re haineux et dangereux des informations diffusÃ©es par Rema FM", rappellent les organisations. "Mais l'inertie du CNC met en danger la paix sociale au regard du contexte politique que nous traversons", prÃ©viennent les organisations, dont la Maison de la presse, le syndicat des journalistes, l'association des radio diffuseurs et l'Observatoire de la presse du Burundi. Radio privÃ©e proche du parti au pouvoir (CNDD-FDD) du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, Rema FM Ã©met depuis trois ans sur l'ensemble du territoire. Le CNC, Ã©galement dirigÃ© par une membre active du parti au pouvoir, a perdu depuis sa crÃ©dibilitÃ© pour les mÃ©dias et le corps diplomatique. "Aux Nations unies, nous avons une trÃ¨s grande conscience de la volatilitÃ© de cette rÃ©gion, et nous avons aussi une trÃ¨s grande comprÃ©hension de la capacitÃ© que les mÃ©dias peuvent avoir pour inciter les populations Ã la violence", a commentÃ© le reprÃ©sentant de l'ONU au Burundi, Charles Petrie. "Je peux vous dire que nous sommes en train de suivre tous les mÃ©dias burundais et que nous sommes en train d'identifier, de noter et de documenter tous les cas d'incitation Ã la violence", a-t-il prÃ©venu. "Toute incitation Ã la violence n'est pas acceptable et est suivie de prÃ©s par les Nations unies", a-t-il soulignÃ©. Bujumbura, le 08 juin 2010 Transmis Copie pour Information Ã :- Son Excellence Monsieur le PrÃ©sident de la RÃ©publique avec les assurances de notre Ã© plus haute considÃ©ration ; - Son Excellence Monsieur le Premier Vice PrÃ©sident de la RÃ©publique avec les assurances de notre trÃ¨s haute considÃ©ration ; - Son Excellence Monsieur le DeuxiÃ¨me Vice PrÃ©sident de la RÃ©publique avec les assurances de notre trÃ¨s haute considÃ©ration Ã A Madame la PrÃ©sidente du Conseil National de la Communication Ã Bujumbura Ã Objet : Protestation contre le silence du Conseil National de la Communication Madame la PrÃ©sidente ; Par la prÃ©sente, nous voudrions vous adresser les vives protestations des organisations Ã professionnelles des mÃ©dias face Ã lâ€™inaction du Conseil National de la Communication devant les dÃ©rives rÃ©pÃ©titives contre les normes professionnelles observÃ©es par la Radio REMA FM. En effet, Ã longueur de journÃ©es, cette derniÃ¨re se livre Ã un exercice de manipulation de lâ€™information, Ã la promotion de la haine et Ã la stigmatisation de certaines personnalitÃ©s publiques. En guise d'illustration, en dates du 1er au 02 juin 2010, la Radio REMA FM a diffusÃ© un long Ã©ditorial jetant en pÃ©tude des citoyens dont les identitÃ©s sont dÃ©clinÃ©es comme des personnes ayant entrepris de vouloir dÃ©stabiliser le pays. En dates des 06 et 07 juin, c'Ã©st le tour des personnes prÃ©sentÃ©es comme des anciens membres du parti MSD, dont les voix sont utilisÃ©es pour discrÃ©diter et porter de graves accusations Ã cette formation politique. Enfin, c'Ã©st Ã©galement cette comparaison Ã peine voilÃ©e, les 04 et 05 juin, entre partis politiques qui ont retirÃ© leurs candidatures aux Ã©lections prÃ©sidentielles aux initiateurs de lâ€™assassinat du PrÃ©sident Melchior NDADAYE. Madame la PrÃ©sidente, il vous souviendra que ce n'Ã©st pas pour la premiÃ¨re fois que nous nous adressons Ã vous pour exprimer nos inquiÃ©tudes face au caractÃ¨re haineux et dangereux des informations diffusÃ©es par la radio REMA FM. Aujourd'hÃ©ui, lâ€™eau est en train de dÃ©border le vase, au regard du contexte politique particulier que traverse le pays. L'inertie d'action du Conseil National de la Communication devant des dÃ©rives aussi graves conduit inÃ©luctablement Ã une mise en danger de la paix sociale au cas oÃ¹ les choses Ã demeureraient en lâ€™Ã©tat. Aussi voudrions nous vous demander de briser ce silence et agir au plus vite parce que la moindre hÃ©sitation vous mettra face Ã votre responsabilitÃ© historique au cas oÃ¹ ces dÃ©rives que nous dÃ©nonÃ§ons en tant que confrÃ¨res devaient induire une situation malheureuse d'Ã©carter connue chez nous comme ailleurs mais Ã que personne ne souhaite. Veuillez agrÃ©er Madame la PrÃ©sidente, lâ€™assurance de notre considÃ©ration distinguÃ©e. Pour les organisations des professionnels des MÃ©dias du Burundi Maison de la Presse : Denise MUGUGU ABR : Corneille NIBARUTA UBJ : Alexandre NIYUNGEKO OPB : Innocent MUHOZI AFJO : FrÃ©diane NIMPAGARITSE OMAC : Jean-Jacques NTAMAGARA DHD : Merthus NIYONZIMA Ã CPI Ã :- L'Ã© Honorable PrÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e Nationale- L'Ã© Honorable PrÃ©sident du SÃ©nat- Ministre de lâ€™Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement- Monsieur le Directeur de la Radio Rema Fm- Monsieur le ReprÃ©sentant ExÃ©cutif du S.G. des Nations Unies au Burundi- Monsieur le ReprÃ©sentant du PrÃ©sident de la Commission Africaine au Burundi- Madame, Monsieur le Chef de Mission Diplomatique- Madame, Monsieur le responsable des organisations de la SociÃ©tÃ© civile et de dÃ©fense des droits de lâ€™Homme- Monsieur le PrÃ©sident de la FIJ- Monsieur le PrÃ©sident de Reporter Sans FrontiÃ¨res- Madame, Monsieur le responsable des mÃ©dias burundais